

Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 juin 2012



Idées. Innovation. Impact.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), qui est un élément clé de l'aide internationale du Canada depuis 1970, appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'y favoriser la croissance et le développement. Il veille aussi à promouvoir la diffusion des connaissances ainsi acquises auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions locales, novatrices et durables, qui offrent des choix aux personnes qui en ont le plus besoin et font changer les choses.

Table des matières

ANALYSE DE LA DIRECTION

- | | |
|---|-------------------------------------|
| 1 | Introduction |
| 1 | Résultats |
| 2 | Vue d'ensemble consolidée |
| 6 | Évolution de la situation du Centre |
| 6 | Gestion du risque |
| 6 | Perspectives |

ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS

- | | |
|----|---|
| 7 | Déclaration de responsabilité de la direction |
| 8 | État de la situation financière |
| 9 | État du résultat global |
| 10 | État des variations des capitaux propres |
| 11 | État des flux de trésorerie |
| 12 | Notes afférentes aux états financiers |

ANALYSE DE LA DIRECTION

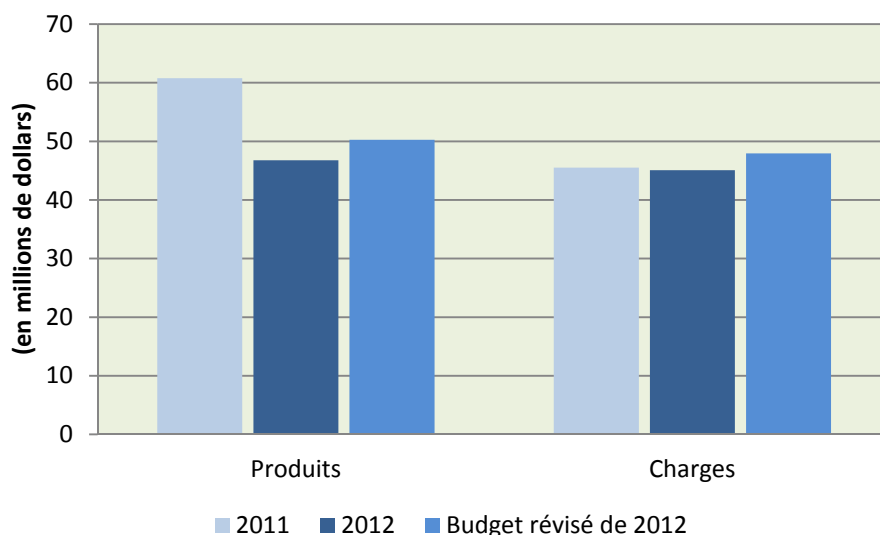
Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (CRDI, le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la norme publiée par le contrôleur général du Canada (Secrétariat du Conseil du Trésor). Le CRDI recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers non auditéés (à la page 9). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2011-2012* du CRDI s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel à moins d'une mise à jour fournie aux présentes.

Résultats

Aperçu de la situation financière

(pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012)



Vue d'ensemble consolidée

Produits

TABLEAU 1. PRODUITS

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013 ^a	Trimestre		Écart en % d'un exercice à l'autre	
		Budget révisé	Réalisations 2012		Réalisations 2011
Total des produits	213 091	50 273	46 775	60 777	-23,0 %
Crédit parlementaire	167 474	39 841	39 834	52 273	-23,8 %
Contributions de bailleurs de fonds					
Financement de la programmation en recherche pour le développement	39 837	9 084	5 918	7 372	-19,7 %
Recouvrement des coûts d'administration	3 939	891	514	784	-34,4 %
Produits financiers	1 472	368	354	222	59,5 %
Autres produits	369	89	155	126	23,0 %

^a Révisé par rapport aux chiffres indiqués pour le budget 2012-2013 dans le *Rapport annuel 2011-2012*

TABLEAU 2. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

Utilisation du crédit parlementaire	Trimestre	
	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Budget principal des dépenses	39 555	51 843
Budget supplémentaire des dépenses	-	-
Crédit reçu	39 555	51 843
Partie du crédit amortie	279	430
Crédit comptabilisé	39 834	52 273
Créances au titre du crédit parlementaire	-	-

Les produits du Centre proviennent de cinq sources : crédit parlementaire, contributions de bailleurs de fonds, recouvrement des coûts d'administration, produits financiers et autres produits.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2012-2013, le **crédit parlementaire** s'est élevé à 39,8 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 23,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011-2012, alors qu'il était de 52,3 millions de dollars. Cette diminution, qui est attribuable principalement au moment où est versée la partie du crédit parlementaire qui doit servir au Fonds d'innovation pour le développement (FID), a été quelque

peu compensée par la somme additionnelle que le Centre reçoit en 2012 pour l'Initiative de recherche internationale sur l'adaptation aux changements climatiques (IRIACC).

La majorité des charges d'exploitation est couverte par différentes sources de produits, dont le crédit parlementaire. Il ne serait guère pratique d'affecter ces charges à des sources de produits précises et, par conséquent, le CRDI ne peut rapprocher les sommes reçues et à recevoir au titre du crédit parlementaire et les sommes utilisées.

Au cours du trimestre, les **contributions de bailleurs de fonds destinées à la programmation en recherche pour le développement** ont diminué de 19,7 % par rapport au même trimestre de l'exercice 2011-2012 et ont atteint 5,9 millions de dollars comparativement à 7,4 millions. Cela s'explique par le faible niveau d'activités d'une nouvelle initiative d'envergure (encore en mode démarrage) par rapport à l'initiative dont elle prend la place, qui était en cours il y a un an et a pris fin le 31 mars 2012.

Les contributions des bailleurs de fonds, reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées. L'écart entre le budget révisé à ce jour et les réalisations pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012 est surtout attribuable au fait que les charges ayant trait à deux programmes d'envergure qui sont cofinancés ont été retardées. L'écart observé dans le **recouvrement des coûts d'administration** est proportionnel à l'écart observé dans les produits comptabilisés au titre des contributions de bailleurs de fonds.

Les **produits financiers** correspondent en substance à ce qui était prévu au budget. La hausse des produits financiers par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011-2012 est attribuable avant tout à la somme plus élevée qui pouvait être placée. Le taux de rendement moyen du compte bancaire et des placements a été de 1,19 % pour les trois premiers mois de l'exercice, comparativement au taux de rendement moyen des bons du Trésor à 90 jours qui a été de 0,9 %.

Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques : programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

TABLEAU 3. CHARGES

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013 ^a	Trimestre		Écart en % d'un exercice à l'autre	
		Budget révisé	Réalisations 2012		Réalisations 2011
Total des charges	282 030	47 958	45 079	45 523	-1,0 %
Programmation en recherche pour le développement					
Projets de recherche					
Financés par le crédit parlementaire	176 925	21 925	22 667	22 039	2,8 %
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	35 815	8 001	5 101	6 051	-15,7 %
	212 740	29 926	27 768	28 090	-1,1 %
Renforcement des capacités					
Financé par le crédit parlementaire	41 785	10 719	10 718	10 452	2,5 %
Financé par des contributions de bailleurs de fonds	4 022	1 083	817	1 320	-38,1 %
	45 807	11 802	11 535	11 772	-2,0 %
	258 547	41 728	39 303	39 862	-1,4 %
Services généraux et administratifs	23 483	6 230	5 776	5 661	2,0 %

^a Révisé par rapport aux chiffres indiqués pour le budget 2012-2013 dans le *Rapport annuel 2011-2012*

Les charges engagées au titre des projets de recherche qui ont été **financées par le crédit parlementaire** sont légèrement plus élevées que l'on s'y attendait pour le trimestre et sont demeurées stables comparativement au même trimestre de l'exercice 2011-2012. L'écart observé correspond à des fluctuations auxquelles on peut normalement s'attendre compte tenu des facteurs qui influent sur l'établissement du budget. Les charges réelles engagées au titre des projets de recherche qui ont été **financés par des contributions de bailleurs de fonds** au cours du trimestre sont inférieures de 3 millions de dollars à ce qui était visé en raison de versements retardés relativement à deux programmes d'envergure. Les dépenses au titre des projets couvertes par des contributions de bailleurs de fonds ont été inférieures de 15,7 % à celles engagées pendant le trimestre correspondant de l'exercice 2011-2012. La partie la plus importante de cette diminution d'un exercice à l'autre s'explique par le fait que le programme Adaptation aux changements climatiques en Afrique a pris fin.

Pour ce qui est de la **partie relative au renforcement des capacités des charges au titre de la programmation en recherche pour le développement qui ont été financées par le crédit parlementaire**, la hausse observée au 30 juin 2012 par rapport au 30 juin 2011 était attendue comme en fait foi ce que prévoyait le budget révisé. Cette légère hausse dénote un changement minime dans la composition des charges de programme. Il y a eu diminution de 38,1 % des **contributions de bailleurs de fonds qui ont servi au renforcement des capacités de recherche** au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012 par rapport à la même période de l'exercice 2011-2012, et ce, surtout en raison du moment où les charges relatives aux activités

en cours ont été engagées et de l'arrivée à échéance de plusieurs accords qui étaient en vigueur en 2011-2012. L'écart peu important observé par rapport aux prévisions budgétaires s'explique par le moment où les contributions ont été versées.

La légère hausse des charges au titre des **services généraux et administratifs** au cours du trimestre ayant pris fin le 30 juin 2012 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2011-2012 est attribuable à une hausse pratiquement semblable du coût des locaux.

Situation financière

TABLEAU 4. ACTIFS ET PASSIFS

(en milliers de dollars)	Jun 2012	Mars 2012	Écart en %
Actifs totaux	188 414	156 106	20,7 %
Courants	176 172	133 584	31,9 %
Non courants	12 242	22 522	-45,6 %
Passifs totaux	82 885	52 272	58,6 %
Courants	76 623	45 978	66,7 %
Non courants	6 262	6 294	-0,5 %

Au 30 juin 2012, les **actifs** totaux avaient augmenté de 20,7 % (de 156,1 millions de dollars à 188,4 millions) par rapport au 31 mars 2012. Cette hausse résulte en grande partie de fonds reçus à l'avance et de créances. Quant aux **passifs**, ils se sont accrus de 30,6 millions de dollars (ou 58,6 %) par rapport au 31 mars 2012, surtout en raison des produits reportés pour deux programmes d'envergure qui sont cofinancés.

TABLEAU 5. CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013	Trimestre		Écart en % d'un exercice à l'autre	
		Budget révisé ^a	Réalisations 2012		Réalisations 2011
Total des capitaux propres	34 895	106 149	105 529	73 281	44,0 %
Non affectés	2 222	14 499	13 830	20 706	-33,2 %
Affectés à l'interne	14 831	73 808	73 857	34 841	112,0 %
Réservés	17 842	17 842	17 842	17 734	0,6 %

^a Tient compte des prévisions de produits et de charges révisées par rapport aux chiffres indiqués dans le *Rapport annuel 2011-2012*

La baisse de 33,2 % des **capitaux propres non affectés** réels d'un exercice à l'autre est conforme aux prévisions budgétaires. L'écart provient principalement de charges reliées au plan d'action de réduction du déficit du gouvernement du Canada. La hausse des **capitaux propres affectés à l'interne**, qui sont passés de 34,8 millions de dollars en juin 2011 à 73,9 millions en juin 2012, résulte des sommes mises de côté aux fins du Fonds d'innovation pour le développement, de l'initiative Centres africains de recherche sur l'adaptation et des mesures d'adaptation aux changements climatiques (MACC), comme cela est expliqué dans le rapport annuel. Les **capitaux propres réservés**, eux, sont stables.

Flux de trésorerie

TABLEAU 6. FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin		Écart en \$
	Réalisations 2012	Réalisations 2011	
Résultats d'exploitation nets	1 695	15 254	(13 559)
Éléments sans incidence sur la trésorerie	37 316	(1 571)	38 887
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	39 011	13 683	25 328
Achats de placements	(50 622)	(66 875)	16 253
Placements arrivés à échéance	33 808	54 351	(20 543)
Autres	(123)	(256)	133
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(16 937)	(12 780)	(4 157)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	22 074	903	21 171
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	9 494	14 235	(4 741)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	31 568	15 138	16 430

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012, l'apport des **résultats d'exploitation nets** aux flux de trésorerie a été inférieur de 13,6 millions de dollars à ce qu'il était pour la même période en 2011-2012, puisqu'il s'est élevé à 1,7 million de dollars alors qu'il était de 15,3 millions de dollars au 30 juin 2011 (ce qui représente une baisse de 88,9 %). Cette baisse par rapport à l'exercice 2011-2012 provient d'une meilleure synchronisation, dans l'ensemble, des produits et des charges. En ce qui concerne les **éléments sans incidence sur la trésorerie**, l'écart est attribuable principalement aux fluctuations des créances au titre des contributions de bailleurs de fonds et aux produits reportés qui y sont associés.

En ce qui a trait aux flux de trésorerie associés aux **activités d'investissement** au 30 juin 2012, la diminution d'un exercice à l'autre est de 4,2 millions de dollars, ce qui veut dire qu'une plus grande partie des fonds est placée. Au terme des trois premiers mois de l'exercice, les achats de placements s'étaient élevés à 50,6 millions de dollars (comparativement à 66,9 millions au 30 juin 2011), et les placements arrivés à échéance avaient atteint 33,8 millions de dollars (comparativement à 54,4 millions au 30 juin 2011).

Évolution de la situation du Centre

Plan d'action de réduction du déficit du gouvernement du Canada

La mise en application des décisions reliées au plan d'action de réduction du déficit du gouvernement du Canada s'effectue comme prévu. Le Centre s'attend à ce que les bureaux de Singapour et de Dakar ferment aux dates annoncées.

Comme cela est mentionné dans le rapport annuel (à la page 38 de l'analyse de la direction) et à la note 11 afférente aux états financiers du présent rapport trimestriel, le plan de réduction des dépenses adopté par la direction du Centre continue de se déployer promptement.

Au 30 juin 2012, la direction avait éliminé 79,6 postes (depuis la fin de mars 2012), ce qui s'est traduit par la mise en disponibilité de 65 employés.

Compte tenu de toutes les distractions qui pouvaient découler de mesures de réaménagement des effectifs touchant près d'un employé sur six, la direction a tenu à bien orienter le travail des employés qui restent. Ces efforts ont porté fruit, comme en témoignent les résultats qui sont conformes aux cibles budgétaires établies ou les dépassent.

La Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 29 mars 2012 et mettant en oeuvre d'autres mesures a reçu la sanction royale le 29 juin 2012. Elle modifie la Loi sur le Centre de recherches pour le développement international, réduisant la taille du Conseil des gouverneurs du Centre, de 18 à 14 membres.

Gestion du risque

En ce qui concerne les risques, il n'y a eu aucun changement important par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2011-2012*.

Perspectives

Des négociations sont en cours, et il se peut que plusieurs nouveaux accords de contribution soient signés avec des bailleurs de fonds durant le trimestre qui vient ou les deux prochains trimestres. Si jamais c'était le cas, le total des fonds obtenus en vertu de nouveaux accords de contribution serait supérieur au montant prévu.

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le CRDI sont les mêmes qu'au moment où il a rédigé le *Rapport annuel 2011-2012*.

États financiers non audités

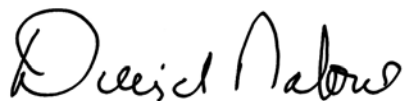
Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière établies par le Conseil des normes comptables internationales. Par conséquent, ce rapport financier intermédiaire a également été préparé conformément à la norme comptable internationale 34, Information financière intermédiaire.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel visant la période qui a pris fin le 30 juin 2012 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

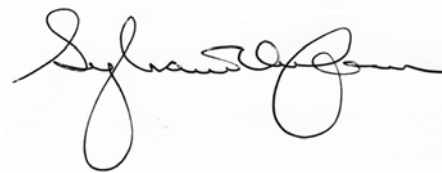
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le président du Centre,



David M. Malone

Le vice-président, Ressources,
et chef de la direction financière,



Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 13 août 2012

État de la situation financière

au

(en milliers de dollars canadiens)

(non audité)

	<u>30 juin 2012</u>	<u>31 mars 2012</u>
Actifs		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 568	9 494
Placements	118 595	92 199
Créances	23 905	30 155
Frais payés d'avance	2 104	1 736
	<u>176 172</u>	<u>133 584</u>
Non courants		
Placements	1 168	11 157
Immobilisations corporelles	8 054	8 359
Immobilisations incorporelles	3 020	3 006
	<u>188 414</u>	<u>156 106</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	15 024	19 237
Provision aux fins de la restructuration (note 11)	4 796	5 047
Produits reportés	56 803	21 694
	<u>76 623</u>	<u>45 978</u>
Non courants		
Produits reportés	1 870	2 011
Avantages du personnel	4 392	4 283
	<u>82 885</u>	<u>52 272</u>
Capitaux propres		
Non affectés	13 830	10 996
Affectés à l'interne	73 857	74 996
Réservés	17 842	17 842
	<u>105 529</u>	<u>103 834</u>
	<u>188 414</u>	<u>156 106</u>
Engagements (note 9)		
Éventualités (note 10)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État du résultat global

Trimestre qui a pris fin le 30 juin 2012 (*non audité*)
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Produits		
Contributions de bailleurs de fonds		
Financement de la programmation en recherche pour le développement	5 918	7 372
Recouvrement des coûts d'administration	514	784
Produits financiers	354	222
Autres produits	<u>154</u>	<u>126</u>
	<u>6 940</u>	<u>8 504</u>
Charges		
Programmation en recherche pour le développement		
<i>Projets de recherche</i>		
Financés par le crédit parlementaire	22 667	22 039
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	5 101	6 051
<i>Renforcement des capacités</i>		
Financé par le crédit parlementaire	8 632	8 315
Financé par des contributions de bailleurs de fonds	817	1 320
Éléments complémentaires de la recherche	<u>2 086</u>	<u>2 137</u>
	39 303	39 862
Services généraux et administratifs		
Services généraux	4 410	4 313
Administration des bureaux régionaux	<u>1 366</u>	<u>1 348</u>
	5 776	5 661
Total des charges	<u>45 079</u>	<u>45 523</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(38 139)	(37 019)
Crédit parlementaire	39 834	52 273
Restructuration	<u>—</u>	<u>—</u>
Résultats d'exploitation nets	<u>1 695</u>	<u>15 254</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres

Trimestre qui a pris fin le 30 juin 2012 (*non audité*)
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Capitaux propres non affectés		
Au début de la période	10 996	16 044
Résultats d'exploitation nets	1 695	15 254
Virements des (aux) capitaux propres affectés à l'interne et capitaux propres réservés	<u>1 139</u>	<u>(10 592)</u>
Solde à la fin de la période	<u>13 830</u>	<u>20 706</u>
Capitaux propres affectés à l'interne		
Au début de la période	74 996	24 249
Sommes dépensées	(1 142)	(658)
Ajouts	<u>3</u>	<u>11 250</u>
Solde à la fin de la période	<u>73 857</u>	<u>34 841</u>
Capitaux propres réservés		
Au début de la période	17 842	17 734
Augmentation (diminution) de la réserve constituée à des fins de planification financière	<u>—</u>	<u>—</u>
Solde à la fin de la période	<u>17 842</u>	<u>17 734</u>
Capitaux propres à la fin de la période	<u>105 529</u>	<u>73 281</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

Trimestre qui a pris fin le 30 juin 2012 (*non audité*)
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Activités d'exploitation		
Résultats d'exploitation nets	<u>1 695</u>	<u>15 254</u>
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	314	365
Amortissement des immobilisations incorporelles	100	98
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	408	38
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(1)	(23)
Avantages du personnel	109	309
Produits reportés — tranche à long terme	<u>(141)</u>	<u>(600)</u>
	<u>789</u>	<u>187</u>
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie		
Créances	6 250	(12 681)
Frais payés d'avance	(368)	(222)
Créditeurs et charges à payer	(4 464)	(3 757)
Produits reportés — tranche à court terme	<u>35 109</u>	<u>14 902</u>
	<u>36 527</u>	<u>(1 758)</u>
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	<u>39 011</u>	<u>13 683</u>
Activités d'investissement		
Achats de placements	(50 622)	(66 875)
Placements arrivés à échéance	33 808	54 351
Acquisition d'immobilisations corporelles	(10)	(127)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(114)	(161)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	<u>1</u>	<u>32</u>
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	<u>(16 937)</u>	<u>(12 780)</u>
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	22 074	903
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>9 494</u>	<u>14 235</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u>31 568</u>	<u>15 138</u>
Composés de		
Trésorerie	24 070	5 140
Équivalents de trésorerie	<u>7 498</u>	<u>9 998</u>
	<u>31 568</u>	<u>15 138</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

(non audités) de la période qui a pris fin le 30 juin 2012
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la Loi de l'impôt sur le revenu.

Le siège du Centre est situé au 150, rue Kent, à Ottawa, au Canada.

2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 131 à 148 de la section III.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus près, sauf indication contraire.

Déclaration de conformité

Ces états financiers, qui visent la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à toutes les autres normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI).

Les états financiers intermédiaires condensés ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels du Centre au 31 mars 2012.

4. Sommaire des principales conventions comptables

Les conventions comptables adoptées pour la préparation des présents états financiers intermédiaires condensés sont conformes à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2012.

Notes afférentes aux états financiers

(non audités) de la période qui a pris fin le 30 juin 2012

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

5. Récentes prises de position du CNCI

Le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a plusieurs activités en cours; certaines auront une incidence sur les normes auxquelles le Centre doit se conformer, et ce dernier suit donc de près leur évolution. Si des révisions et des ajouts devaient être apportés aux normes mentionnées ci-dessous, il est possible que cela se répercute sur les états financiers et que le Centre doive tirer des conclusions différentes. Sauf indication contraire, les normes doivent être appliquées aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

- IAS 1 – *Présentation des états financiers* – Cette norme a été révisée afin de modifier la façon de présenter les autres éléments du résultat global et elle s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012.
- IAS 19 – *Avantages du personnel* – Cette norme a été révisée afin d'éliminer la possibilité de recourir à la méthode du corridor (à savoir le report de la comptabilisation des gains et des pertes), de créer l'obligation de présenter le résultat de la réévaluation des actifs et des passifs des régimes de retraite à titre d'autres éléments du résultat global et d'améliorer les obligations d'information en ce qui concerne les régimes à prestations définies.
- IFRS 13 – *Évaluation de la juste valeur* – Cette norme reformule la définition de la juste valeur, fournit un cadre pour son évaluation et prescrit d'autres obligations d'information qui s'appliquent aux autres IFRS.

6. Caractère saisonnier des activités

Le Centre subventionne des projets de recherche dans les pays en développement. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Les crédits parlementaires sont comptabilisés quand ils sont reçus, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand les fonds sont dépensés aux fins prévues. Les dépenses afférentes aux projets de recherche sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

7. Immobilisations corporelles

Au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012, le Centre a acquis des immobilisations corporelles dont le coût s'est élevé à 10 \$ (127 \$ au mois de juin 2011).

Le Centre a cédé des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 228 \$ au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012 (139 \$ au mois de juin 2011), ce qui s'est traduit par un gain net de 1 \$ (23 \$ au mois de juin 2011).

Notes afférentes aux états financiers

(non audités) de la période qui a pris fin le 30 juin 2012
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

L'amortissement total constaté durant la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012 s'élevait à 314 \$ (365 \$ au mois de juin 2011).

8. Immobilisations incorporelles

Au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012, le Centre a acquis des immobilisations incorporelles dont le coût s'est élevé à 114 \$ (161 \$ au mois de juin 2011).

Le Centre n'a cédé aucune immobilisation incorporelle au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012 (nil au mois de juin 2011).

L'amortissement total constaté durant la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2012 s'élevait à 100 \$ (98 \$ au mois de juin 2011).

9. Engagements

a. Engagements au titre des programmes

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 444,9 millions de dollars (454,0 millions au mois de mars 2012) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 352,5 millions de dollars (359,7 millions au mois de mars 2012) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 92,4 millions de dollars (94,3 millions au mois de mars 2012) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

b. Contrats de location simple

Le Centre est tenu de respecter divers engagements contractuels visant la location de locaux pour des bureaux au Canada et à l'étranger, ainsi que le logement de son personnel dans différents pays. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 30 juin 2012, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements contractuels sont les suivants.

	<u>Juin 2012</u>
D'ici un an	5 386
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	29 670
Dans plus de cinq ans	46 084
Total des paiements à effectuer	<u>81 140</u>

Notes afférentes aux états financiers

(non audités) de la période qui a pris fin le 30 juin 2012
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

10. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. Les procès sont en général caractérisés par l'incertitude, et leur dénouement est impossible à prévoir. En se fondant sur des avis juridiques, la direction estime, pour l'instant, qu'aucun passif ne peut en résulter.

11. Provision aux fins de la restructuration

Le CRDI s'est soumis à l'examen pangouvernemental de toutes les dépenses fédérales qui avait pour but de réduire le déficit budgétaire du gouvernement et d'accroître l'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de l'administration publique. Il résulte de cet examen que le crédit parlementaire annuel du Centre sera réduit graduellement au cours des trois prochains exercices. Au dernier de ces trois exercices, cette réduction sera d'un peu moins de 23 millions de dollars, ce qui correspond à un peu plus de 11 % du crédit parlementaire du CRDI (de 207,4 millions de dollars) pris en compte dans l'examen du gouvernement. Le 30 mars 2012, le Centre a annoncé sa stratégie de restructuration, laquelle prévoit

- la réduction de la taille de son Conseil des gouverneurs;
- la consolidation de sa présence en Asie au sein d'un seul bureau, soit celui de New Delhi;
- la consolidation de sa présence en Afrique subsaharienne au sein d'un seul bureau, soit celui de Nairobi;
- la cessation de ses activités ayant trait à l'innovation sociale, principalement en mettant fin au programme Innovation au service du développement inclusif;
- des améliorations aux processus administratifs, une diminution de la superficie occupée par ses bureaux et des compressions de personnel.

À la fin du processus, le CRDI aura quatre bureaux régionaux, sis au Caire, à Montevideo, à Nairobi et à New Delhi, outre son siège à Ottawa.

Une provision de 5,2 millions de dollars a été établie aux fins de la restructuration au moment où la stratégie de restructuration a été annoncée. Le Centre s'attend à ce que la restructuration soit menée à bien au cours de l'exercice 2012-2013.

	<u>30 juin 2012</u>	<u>31 mars 2012</u>
Au début de l'exercice	5 047	—
Ajouts	—	5 186
Décassements	<u>(251)</u>	<u>(139)</u>
Solde à la fin de la période	<u>4 796</u>	<u>5 047</u>

Coordonnées

Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE
CP 8500
Ottawa (Ontario) Canada
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE
150, rue Kent
Ottawa (Ontario) Canada
K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163
Télécopieur : 1 613 238 7230
Courriel : info@crdi.ca

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à www.crdi.ca.

Ce document est offert sur support papier et est consultable en ligne à www.crdi.ca.

[crdi.ca](http://www.crdi.ca)